



SÉLECTION



6^{ème} Prix du Livre de l'Économie Sociale et Solidaire

Juin 2019



CATÉGORIE EXPERTS

4 OUVRAGES



L'économie sociale et solidaire : Des fondements à son « à venir »
Pascal Glémain

Éditions Apogée

120 pages

Parution : 10 avril 2019

"Alternative" économique pour les uns, "altérité" économique pour les autres, l'économie sociale et solidaire (ESS) regroupe un ensemble de structures qui cherchent à concilier utilité sociale, solidarité, performance économique et gouvernance démocratique, avec pour ambition de créer des emplois et de développer une plus grande cohésion sociale. Elle dispose désormais de "sa" Loi qui, depuis l'été 2014, l'institutionnalise. Pour autant, peu savent encore en quoi elle consiste et qui en sont les acteurs. Souvent réduite au seul secteur associatif, l'ESS n'est pas seulement une économie qui "change le pansement" sur des maux socio-économiques contemporains ; elle est aussi un modèle économique d'expérimentation et de projets au service d'un autre modèle de développement, plus soutenable, qui permet de penser le changement dans un agir collectif. L'ambition de cet ouvrage est donc de rendre accessible au plus grand nombre les fondements de l'ESS, son fonctionnement et l'intérêt qu'elle représente dans un contexte économique qui semble en bout de course...

Auteur :

Pascal Glémain est maître de conférences-HDR en gestion et en ESS à l'Université Rennes 2 où il dirige un master « Économie sociale & solidaire ». Il est membre du RIUESS et a signé de nombreux articles et ouvrages de recherche sur le sujet.



Collaborer pour insérer ? : Les partenariats sociaux dans l'insertion par l'activité économique (Économie, gestion et société)
Philippe Semenowicz

Presses universitaires de Rennes

234 pages

Parution : 11 octobre 2018

Les structures d'insertion par l'activité économique proposent, à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, une mise en situation de travail et une prise en charge de leurs diverses problématiques. Depuis une dizaine d'années, ces entreprises sociales ont engagé des collaborations avec les entreprises classiques, alors qu'antérieurement prévalaient des relations de méfiance réciproque. Ces collaborations, qui relèvent de ce que l'on appelle désormais les partenariats sociaux, se construisent au croisement de l'entrepreneuriat social et de la responsabilité sociale des entreprises. L'objet de l'ouvrage est d'en analyser le fonctionnement au moyen d'une enquête de terrain réalisée au sein de trois structures de profil différent : un groupe d'insertion de statut associatif, une entreprise de travail temporaire d'insertion et un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification. Des monographies réalisées se dégagent trois « conventions d'insertion », qui sont autant de compromis soutenant ces partenariats sociaux. L'insertion apparaît au final comme une notion ouverte à plusieurs acceptions. L'enjeu principal des collaborations entre structures d'insertion par l'activité économique et entreprises classiques réside alors dans la qualité des conventions d'insertion adoptées. Les partenariats sociaux ne constituent ni la panacée vantée par les promoteurs du « social business », ni l'impasse dénoncée par ses détracteurs. Leur portée dépend de la capacité des entreprises sociales à établir des compromis exigeants avec les entreprises classiques.

Auteur :

*Agrégé de sciences sociales et docteur en sciences économiques, **Philippe Semenowicz** est enseignant à l'université Paris-Est Créteil et chercheur associé au laboratoire ERUDITE.*

LE TOIT
CITOYEN

Le club des élus de CE



Une autre manière d'être Elu...



Mesurer et analyser l'économie sociale. L'apport de l'ADDES depuis 1980
Patricia Toucas-Truyen

Éditions Arbre bleu

222 pages

Parution : 9 octobre 2018

Peu de temps après la résurgence du concept d'économie sociale en France à la fin des années 1970, ses promoteurs acteurs et chercheurs constatent l'absence d'outils statistiques adaptés, rendant impossible toute mesure du poids réel de ce secteur économique. Convaincus que « tout ce qui ne se compte pas ne compte pas », ils fondent l'Association pour le développement des données sur l'économie sociale (ADDES) en 1983, avec pour mission première de peser en faveur de la création d'un compte satellite de l'économie sociale. L'organisation d'un colloque annuel contribue de manière décisive à la mise en réseau des principaux spécialistes de cette économie sociale devenue un objet d'études à part entière. Si, depuis cette date, l'ADDES a connu des évolutions l'accentuation de son caractère interdisciplinaire (sociologues, gestionnaires et historiens se sont ajoutés aux économistes et statisticiens qui composaient ses premières instances), la création de deux prix de thèse et de mémoire en économie sociale, l'organisation de séminaires, elle est restée fidèle à ses ambitions initiales et n'a jamais cessé d'être un lieu d'échanges au service de la reconnaissance de l'économie sociale, notamment au plan statistique. Dans cet ouvrage, Patricia Toucas-Truyen nous propose une histoire intellectuelle de ce laboratoire d'idées qu'est l'ADDES. En analysant les débats qui l'ont traversée, elle s'attache à retracer les problématiques et identifier les enjeux à l'œuvre depuis trente-cinq ans dans ce champ aux frontières mouvantes renouvelé par l'économie solidaire et l'entrepreneuriat social.

Auteur :

*Historienne, chercheuse associée au Centre d'histoire sociale (CHS-Paris 1), **Patricia Toucas-Truyen** est spécialiste de l'ESS et de ses composantes. Elle a notamment publié *Histoire de la Mutualité et des assurances : l'actualité d'un choix* (Syros, 1998) et *Les coopérateurs : deux siècles de pratiques coopératives* (Éd. de l'Atelier, 2005). Elle est chargée d'étude à la RECMA, membre du comité scientifique de l'ADDES et membre du comité d'histoire de la Sécurité sociale.*



L'égalité (im)possible ? Manifeste pour une solidarité active

Timothée Duverger et Stéphane Junique

Éditions Les petits matins

174 pages

Parution : 31 mai 2018

Oui, nous pouvons vivre mieux – tous ! Voilà un propos à contre-courant du discours ambiant quand il est question de santé ou de protection sociale. Les inégalités sociales et territoriales se creusent, le déficit de l'Assurance maladie persiste, le modèle de solidarité collective hérité de 1945 s'essouffle... Tout cela est vrai. Devons-nous pour autant nous résoudre à voir s'installer un système de protection à deux vitesses ?

Non, affirment ici deux acteurs engagés : un militant mutualiste de longue date et un chercheur spécialiste de la question sociale, qui défendent une approche non lucrative de la santé – la santé envisagée dans une acception large, car on ne saurait être bien dans son corps et dans sa vie sans un logement digne, un revenu décent, un égal accès à l'éducation et aux loisirs... Leur constat : face aux transformations de la société (carrières discontinues, vieillissement de la population, explosion des maladies chroniques, etc.), l'État ne peut plus tout. Leur solution : constituer un « pôle des solidarités actives ». Une alliance pour et par l'action des structures historiques de l'économie sociale et solidaire et de nouvelles entités tournées vers l'intérêt général.

Nourrissant leur échange de nombreux exemples et de propositions (une politique de santé réorientée vers la prévention, un socle de droits universels garanti, une reconnaissance européenne des modèles alternatifs, etc.), les auteurs dessinent une société plus juste et désirable. Une société d'égalité possible.

Entretiens réalisés par Jean Chezaubernard, rédacteur en chef d'*Essentiel Santé Magazine*.

Auteurs :

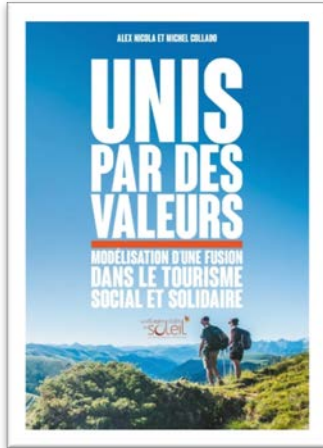
Timothée Duverger est maître de conférence à Sciences Po Bordeaux.

Stéphane Junique préside le groupe de la Mutualité au Conseil économique, social et environnemental (Cese) depuis 2015 pour un mandat de cinq ans.



CATÉGORIE TÉMOIGNAGES

3 OUVRAGES



Unis par des valeurs
Modélisation d'une fusion dans le tourisme social et solidaire

Alex Nicola (Avec la contribution de),
Michel Collado (Avec la contribution de)

Éditions Rue de l'Échiquier

152 pages

Parution : 6 décembre 2018

Le récit de la fusion de deux entreprises historiques du tourisme social et solidaire français, les Villages Clubs du Soleil et Renouveau Vacances.

En 2014, deux entreprises de l'économie sociale, les Villages Clubs du Soleil et Renouveau Vacances, décident d'unir leurs destins : cet ouvrage raconte le processus qui a conduit à leur fusion.

En décrivant les modalités de sa mise en oeuvre, en rappelant les valeurs qui sous-tendent ce choix juridique, économique et organisationnel, ses promoteurs ont la certitude, pour l'avoir réalisée, que la fusion par apport partiel d'actifs constitue une réponse possible à une stratégie de développement des entreprises qui veulent concilier valeurs et économie. Même si verbaliser un retour d'expérience est une démarche bien connue du gestionnaire en mode projet, il ne s'agit pas ici de produire un témoignage, mais bien de forger un outil au service de l'action.

Cet ouvrage propose donc tout à la fois de donner à ses promoteurs l'occasion de partager une expérience vécue et à ses lecteurs les moyens de l'analyser et de la comprendre pour tenter d'en maîtriser les composantes.

Auteurs :

Michel Collado est actuellement directeur général de transition de la fondation INFA (Institut national de formation et d'application, 350 collaborateurs), qui oriente et accompagne chaque année plus de 1100 jeunes et adultes aux métiers du tourisme de loisirs et d'affaires dans ses différentes implantations en France, soit 8 régions et 40 établissements. Par ailleurs président de la Compagnie savoissienne du tourisme et du développement territorial, il est expert en conduite de projets territoriaux, et spécialiste de l'économie touristique et des problématiques de développement.

De juillet 2012 à octobre 2014, il a été directeur général de transition chez Renouveau Vacances, et a mené à bien une stratégie d'alliance et de fusion avec les Villages Clubs du Soleil en compagnie de Alex Nicola.



***Alex Nicola** est un autodidacte. Il entre aux Villages Clubs du Soleil en 1973 en tant que barman animateur du village historique d'Orcières-Merlette. Il a successivement évolué vers les postes de responsable d'animation du Village Club de Montgenèvre et de chargé de mission auprès du conseil d'administration, puis d'attaché de direction.*

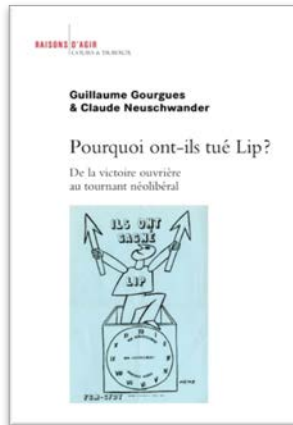
*En 1996, alors directeur des ressources humaines et responsable qualité, il conduit les Villages Clubs du Soleil à la certification ISO 9001, avec le soutien de l'AFNOR. En 2003, il devient directeur général de la SA Les Villages Clubs du Soleil et occupe depuis 2010 le poste de président du directoire des Villages Clubs du Soleil. Il a coécrit en 2012 avec Philippe Oswald, *La Qualité au service d'une démarche responsable* (éditions AFNOR).*

LE TOIT
CITOYEN

Le club des élus de CE



Une autre manière d'être Elu...



POURQUOI ONT-ILS TUÉ LIP ?

De la victoire ouvrière au tournant néolibéral
Guillaume Gourgues et Claude Neuschwander

Éditions Raisons d'agir

384 pages

Parution : 7 juin 2018

En 1973, les ouvrières et ouvriers de l'usine horlogère Lip à Besançon s'opposent aux licenciements qu'on leur promet : occupation, confiscation du stock de montres, redémarrage partiel de la production, organisation des premières paies ouvrières. En mars 1974, au terme d'un conflit au retentissement mondial, devenu un véritable mythe du mouvement social, leur entreprise redémarre, relancée par un consortium d'actionnaires emmené par Antoine Riboud et soutenu par l'État. Les licenciements sont évités. C'est la victoire ouvrière.

Mais deux ans plus tard, c'est la faillite. Ceux qui avaient relancé Lip accusent alors Claude Neuschwander, qu'ils avaient placé à la tête de l'entreprise, d'en être le principal responsable. Celui-ci clame pourtant haut et fort que la décision de liquider Lip est un choix politique : le patronat et l'État ont-ils délibérément interrompu la relance ? Ont-ils tué Lip et, si oui, pourquoi ?

Cet ouvrage propose de suivre l'hypothèse d'une mise à mort politique de l'entreprise horlogère, en la réinscrivant dans un tournant néolibéral qui la dépasse et l'explique. Engagés dans un travail commun, explorant des séries d'archives inédites, Claude Neuschwander et Guillaume Gourgues, chercheur en science politique, retracent ici méticuleusement cet épisode majeur de l'histoire du capitalisme français qu'a été la relance de Lip.

Considérer la fin de Lip comme le résultat d'une stratégie délibérée débouche sur une lecture nouvelle de l'ordre néolibéral actuel qui s'enracine précisément dans cette seconde moitié des années 1970. Cet ouvrage rappelle que le fonctionnement de l'économie se fonde largement sur des choix politiques, et que les licenciements n'ont pas toujours été considérés comme une inévitable loi du marché ou une variable d'ajustement nécessaire de la compétitivité des firmes.

Auteurs :

Guillaume Gourgues est universitaire et politiste. Il s'intéresse aux questions de résistances syndicales et aux évolutions

Claude Neuschwander est le patron emblématique de la relance de Lip. Chargé en 1974 de redresser l'usine horlogère de Besançon, il est désavoué deux ans plus tard, et la faillite de Lip lui est attribuée, encore aujourd'hui. Il donne ici sa version des faits.



Une mode éthique est-elle possible ?
Une enquête fouillée sur l'univers de la mode
Majdouline Sbai

Éditions Rue de l'Échiquier

160 pages

Parution : 26 avril 2018

Qu'y a-t-il derrière une chemise achetée chez Zara, une paire de baskets dégotée chez Kiabi ou un survêtement soldé chez Decathlon ?

Pendant plusieurs années, Majdouline Sbai a mené l'enquête sur la « fast fashion » et ses impacts sociaux et environnementaux. Car l'histoire de l'industrie de la mode résume de façon caricaturale la mondialisation de l'économie. À force de produire toujours plus, toujours plus vite, elle est devenue la deuxième industrie la plus polluante du monde. En vingt ans, les Français ont ainsi doublé leur consommation de vêtements. 30 % de leurs achats ne seront pourtant jamais portés, et ce sont 600 000 tonnes de textile qui sont jetées chaque année.

Du côté de pays à bas coût de main-d'oeuvre, où les enseignes textiles sont désormais établies, le tableau touche parfois au cauchemar. L'effondrement du Rana Plaza, qui a provoqué en 2013 la mort de 1 200 personnes au Bangladesh, a mis en lumière les conditions de travail sordides réservées à nos « esclaves énergétiques ». Paradoxalement, si Paris est toujours considérée comme la capitale mondiale de la mode, 70 % de la production vendue en France est issue d'Asie du Sud-Est. La filière textile française a subi de plein fouet les restructurations du secteur ces dernières décennies, conduisant à la destruction de plus de 80 % des emplois sur le territoire.

Elle-même amatrice de jolis vêtements, Majdouline Sbai ne s'est pas arrêtée à ce tableau très sombre. Elle présente également les initiatives portées par des créateurs, des ONG, mais aussi des industriels, pour rendre la mode plus responsable. Enfin, l'auteure recense et décrit les bonnes pratiques au quotidien...pour ne plus jamais être une victime de la mode.

Auteur :

*Sociologue spécialisée en environnement, **Majdouline Sbai** a grandi dans le Nord, au cœur du territoire historique du textile français. Elle a cofondé l'université populaire & citoyenne de Roubaix, qui mène des actions d'éducation auprès d'un public non académique.*

Membre du collectif Éthique sur l'étiquette (ethique-sur-etiquette.org), elle participe à l'émergence d'initiatives de transition écologique et sociale dans les Hauts-de-France et à l'international. Depuis 2016, elle s'investit pour rendre visibles les innovations de la mode plus responsable et développe Après la chute, qui propose des solutions de réemploi et recyclage textiles par le design.